

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDES

Réalisation d'aménagements d'hydraulique douce et de
réhabilitation et création de mares sur le bassin versant
de l'Arques

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

Accord-cadre à bons de commandes selon une procédure adaptée
en application des articles L. 2123-1 et L.2125-1 du Code de la commande
publique (issu de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret
n° 2018-1075 du 3 décembre 2018)

Date et heure limite de remise des offres :

Mercredi 7 septembre 2022 à 12 h 00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 -	OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
1.2 -	MODE DE CONSULTATION ET DUREE.....	4
1.3 -	DECOMPOSITION EN TRANCHE ET LOTS.....	4
1.4 -	MAITRISE D'ŒUVRE.....	4
1.5 -	SOUS-TRAITANCE	4
1.6 -	PASSATION DES COMMANDES.....	5
1.7 -	VARIANTES	5
ARTICLE 2 -	PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 3 -	PIECES A REMETTRE AU TITULAIRE – CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES	6
ARTICLE 4 -	PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	6
4.1 -	FORME DU PRIX	6
4.2 -	CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	6
4.3 -	VARIATION DANS LES PRIX	6
4.3.1	<i>Mois d'établissement des prix.....</i>	6
4.3.2	<i>Choix des index de référence.....</i>	7
4.3.3	<i>Modalités des variations des prix.....</i>	7
4.3.4	<i>Incidence des variations de la taxe à la valeur ajoutée</i>	7
4.4 -	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	8
4.4.1	<i>Retenue de garantie.....</i>	8
4.4.2	<i>Avance</i>	8
4.5 -	REGLEMENT.....	8
4.5.1	<i>Présentation des demandes de paiements.....</i>	8
4.5.2	<i>Mode de règlement.....</i>	8
4.5.3	<i>Approvisionnements</i>	9
4.5.4	<i>Paiement des cotraitants et des sous-traitants.....</i>	9
4.5.5	<i>Intérêts moratoires</i>	9
ARTICLE 5 -	DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES	10
5.1 -	DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	10
5.2 -	PROLONGATION DES DELAIS	10
5.3 -	PENALITES	10
5.3.1	<i>Pénalités pour retard</i>	10
5.3.2	<i>Absences aux réunions.....</i>	10

5.3.3	<i>Infractions aux prescriptions de chantier</i>	<i>11</i>
5.3.4	<i>Conformité de signalisation</i>	<i>11</i>
5.3.5	<i>Pénalités pour non-respect du CCTP.....</i>	<i>11</i>
5.3.6	<i>Pénalités pour non-respect de l’affichage du panneau de chantier.....</i>	<i>11</i>
5.3.7	<i>Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé</i>	<i>11</i>
5.3.8	<i>Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution</i>	<i>11</i>
5.4 -	REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	11
ARTICLE 6 -	CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS	12
6.1 -	PROVENANCE, QUALITE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	12
6.2 -	VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	12
ARTICLE 7 -	IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	12
ARTICLE 8 -	PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	12
8.1 -	PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	12
8.2 -	ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIERS	12
8.2.1	<i>Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier</i>	<i>12</i>
8.2.2	<i>Signalisation des chantiers.....</i>	<i>13</i>
8.2.3	<i>Utilisation des voies publiques</i>	<i>13</i>
8.2.4	<i>Autorisations administratives</i>	<i>13</i>
ARTICLE 9 -	CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	13
9.1 -	ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	13
9.2 -	RECEPTION	14
ARTICLE 10 -	GARANTIES ET ASSURANCES	14
10.1 -	DELAIS DE GARANTIE.....	14
10.2 -	ASSURANCES.....	14
ARTICLE 11 -	RESILIATION DE L’ACCORD-CADRE.....	14
11.1 -	RESILIATION POUR MOTIF D’INTERET GENERAL.....	14
11.2 -	RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE ET EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	14
11.3 -	RESILIATION POUR NON-RESPECT DES SPECIFICATIONS TECHNIQUES	15
ARTICLE 12 -	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES.....	15
ARTICLE 13 -	CLAUDE DE CONFIDENTIALITE.....	15
ARTICLE 14 -	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	16

Article 1 - Objet de la consultation – Dispositions générales

1.1 - *OBJET DE L'ACCORD-CADRE*

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent l'ensemble des prestations définies ci-après :

« Accord-cadre à bons de commandes - Réalisation d'aménagements d'hydraulique douce et de réhabilitation et création de mares sur le bassin versant de l'Arques »

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

1.2 - *MODE DE CONSULTATION ET DUREE*

L'accord-cadre à bons de commande à procédure adaptée (montant avec maximum) est passé pour une période de douze mois à compter de la date de notification, renouvelable trois fois.

La décision de reconduction sera notifiée au titulaire dans le mois précédent la date anniversaire de notification de l'accord-cadre. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire dispose de la faculté de refuser la reconduction de l'accord-cadre. Il devra, à cet effet, signifier sa décision dans un délai de 15 jours suivant la réception de la décision du pouvoir adjudicateur de reconduire l'accord-cadre. En l'absence de décision de sa part dans le délai indiqué, la reconduction sera considérée comme acceptée.

1.3 - *DECOMPOSITION EN TRANCHE ET LOTS*

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches. Cet accord-cadre concerne un lot unique.

1.4 - *MAITRISE D'ŒUVRE*

La Maîtrise d'œuvre est assurée par le personnel du maître d'ouvrage, défini ci-après :

Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Arques et des bassins versants côtiers adjacents

1.5 - *SOUS-TRAITANCE*

Le titulaire est habilité à sous traiter ses ouvrages, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître de l'ouvrage.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par la personne responsable de l'accord-cadre et par le prestataire qui a conclu le contrat de sous-traitance; si cet entrepreneur est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

En cas de sous-traitance en chaîne, le sous-traitant de second rang fournira obligatoirement la délégation de paiement ou la caution garantissant les prestations sous-traitées en chaîne.

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 3.6.1.1 du CCAG-Travaux.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux accords-cadres publics

- la nature des prestations sous traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il indique, en outre, pour les sous-traitants à payer directement :

- Le compte à créditer;
- La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2193.1 du Code de la commande publique.
- Le comptable assignataire des paiements.

Le titulaire est en outre tenu, le cas échéant, au respect des conditions particulières à la sous-traitance visées à l'article 8.2.1 ci-après (Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier).

Le titulaire devra restituer l'exemplaire unique ou fournir une déclaration attestant que la cession de créance ne comprend pas la part sous-traitée.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre (Article 50.3 du CCAG).

1.6 - PASSATION DES COMMANDES

Les prestations feront l'objet de bons de commande notifiés par l'acheteur au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Chaque bon de commande précisera :

- la référence de l'accord-cadre ;
- le n° du bon de commande
- la désignation de la prestation ;
- le délai d'exécution ;
- le lieu d'exécution;
- le montant total du bon de commande et la date de la signature

Seuls les bons de commande signés par l'acheteur pourront être honorés par le ou les titulaires.

Dès réception, le titulaire dispose d'un délai de 5 jours pour retourner le bon de commande signé ou contester et établir, le cas échéant, un devis contestataire. Le cas échéant, il est réputé donner un avis favorable et les délais indiqués dans le bon de commande seront appliqués.

1.7 - VARIANTES

Les variantes sont autorisées sur certains éléments du marché abordés dans le CCTP.

Article 2 - Pièces constitutives de l'accord-cadre

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité :

2.1.1.a Pièces particulières

- l'Acte d'Engagement et ses annexes éventuelles, dont les exemplaires conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seuls foi ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;

- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et annexes éventuelles ;
- le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.)
- le mémoire technique justifiant des dispositions que le prestataire se propose d'adopter pour l'exécution des travaux ;

2.1.1.b Pièces générales

- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-travaux) dans sa dernière version (arrêté du 30 mars 2021) ;

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 4.3.1 du présent CCAP.

Pour ce qui est des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier, le soumissionnaire étant censé les connaître.

Article 3 - Pièces à remettre au titulaire – Cession ou nantissement des créances

La notification de l'accord-cadre comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, à l'exception du CCAG, du CCTG et, plus généralement, de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle.

L'acheteur remet également au titulaire, à sa demande, soit une copie de l'original de l'accord-cadre revêtue d'une mention dûment signée par lui indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant de l'accord-cadre, soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Article 4 - Prix et Règlement des comptes

4.1 - *FORME DU PRIX*

Les prix sont fermes.

4.2 - *CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES*

Les prix pratiqués seront ceux dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires.

Les prix de l'accord-cadre sont Toutes Taxes Comprises (TTC).

Le prestataire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Le montant maximal porté à l'acte d'engagement du prestataire s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages et/ou prestations normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés ceux-ci par les documents de consultation. Les dépenses supplémentaires imprévues que le prestataire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant, et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

4.3 - *VARIATION DANS LES PRIX*

4.3.1 Mois d'établissement des prix

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres soit **septembre 2022**. Ce mois est appelé "**mois zéro**" (M₀).

4.3.2 Choix des index de référence

Les index de référence choisis en raison de leur structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet de l'accord-cadre sont les suivants :

TP01 : Index général tous travaux publics.

Les index sont publiés :

- au Bulletin officiel du Service des prix;
- au Bulletin Officiel de la Concurrence de la Consommation et de Répression des Fraudes;

4.3.3 Modalités des variations des prix

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse.

La révision des prix interviendra au mois de janvier de chaque année. Compte tenu de la date de remise des offres, il n'y aura pas de révision des prix sur le mois de janvier 2023. Les prix présentés dans l'offre sont donc considérés applicables jusqu'en décembre 2023. La 1^{ère} révision des prix, sous réserve de renouvellement du marché, sera en janvier 2024.

Les prix sont révisés et applicables jusqu'à la date de la prochaine révision. Le mois à prendre en compte pour considérer le prix comme devant être révisé ou pas est le mois de la date de début d'exécution des travaux indiquée dans le bon de commande.

Les prix de base sont révisés en application de la formule de révision suivante :

$$P(n) = P(o) \times Cn$$

- $P(n)$ est le prix révisé ;
- $P(o)$ est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro";
- Cn est le coefficient de révision des prix au mois « n ». Ce coefficient est donné par la formule $Cn = (I_{n-3} / I_0)$ où I_0 et I_{n-3} sont les valeurs prises par l'index TP01 respectivement au mois zéro(M0) et au mois (n-3), le mois M_n étant le mois de révision des prix considéré (septembre 2022, janvier 2024, janvier 2025, janvier 2026), au regard de la date attendue de début d'exécution de la prestation travaux indiquée sur le bon de commande émis. Les indices considérés pour la révision des prix seraient donc octobre 2023/octobre 2024/octobre 2025.

Pour la mise en œuvre de cette variation de prix, le calcul du coefficient de révision Cn est effectué avec 2 décimales après la virgule, à la décimale inférieure si le centième est inférieur à 5 et à la décimale supérieure si le centième est supérieur ou égal à 5.

Les valeurs des index I_0 et I_{n-3} sont publiées au Bulletin Officiel du ministère de la concurrence de la consommation et de la répression des prix (BOCCRF) (indice TP01).

4.3.4 Incidence des variations de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

4.4 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

4.4.1 Retenue de garantie

Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5% dans les conditions prévues aux articles R. 2191-32 à R.2191-35 du Code de la commande publique.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues à l'article R.2191-36 du Code de la commande publique.

Cette garantie ou cette caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte.

En cas d'avenant ou de décision de poursuivre, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée, ou complétée, dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin de l'accord-cadre la possibilité de substituer une garantie à première demande ou une caution à la retenue de garantie.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés dans les conditions prévues à l'article R.2191-42 du Code de la commande publique.

4.4.2 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué, pour chaque bon de commande supérieur à 50 000 € HT hors taxes.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution de l'accord-cadre si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification de l'accord-cadre.

L'avance ne pourra être versée qu'après constitution de la garantie à première demande prévue à l'article R.2191-8 du Code de la commande publique. Cette garantie à première demande pourra être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Le montant de l'avance est déterminé par application de l'article R.2191-7 du Code de la commande publique. Cette avance est égale à 5% du montant minimum de l'accord-cadre si la durée de l'accord-cadre est inférieure ou égale à douze mois.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues à l'article R.2191-11 du Code de la commande publique.

4.5 - REGLEMENT

4.5.1 Présentation des demandes de paiements

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 13 du CCAG Travaux.

4.5.2 Mode de règlement

Par dérogation à l'article 12 et suivants du CCAG travaux, les modalités du règlement des comptes du présent accord-cadre sont les suivantes :

A l'issue de la réalisation de chaque bon de commande, le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur sa demande de paiement détaillée. Elle doit comporter la référence de l'accord-cadre, la référence du bon de commande, la référence du bordereau des prix, les quantités réellement exécutées et l'application de la TVA.

La demande de paiement par le titulaire n'interviendra qu'après réception des travaux faisant l'objet d'un même bon de commande.

Les prestations, objet du présent accord-cadre, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique et par l'application, aux quantités réellement exécutées, des prix du bordereau propre au présent accord-cadre.

Les demandes de paiement seront adressées au pouvoir adjudicateur sur la plateforme Chorus Pro de façon dématérialisée.

Exceptionnellement, elles pourront être transmises par courrier à l'adresse suivante :
Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Arques et des bassins versants côtiers adjacents
7, Rue du Général Leclerc
76270 NEUFCHATEL-EN-BRAY

Afin d'assurer une réception conforme et permettre de « tracer » le dépôt des demandes de paiement, il est demandé que les factures ne soient pas envoyées par mail aux agents du SMBVA. La date d'envoi d'une facture sur une boîte mail ne sera pas considérée comme date de réception officielle d'une facture, aucun élément ne permettant d'assurer de la transmission de la facture au service comptabilité/administratif du syndicat.

4.5.3 Approvisionnements

Les stipulations du CCAG sont applicables.

4.5.4 Paiement des cotraitants et des sous-traitants

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans l'accord-cadre. Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signé par celui des prestataires du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation de prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Si le prestataire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

4.5.5 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Ces délais sont suspendus en cas de remarques, demande de précisions sur les éléments constituant la facture, au regard de la commande ou des prestations réalisées (nature, volumétrie, linéaire,...)

Article 5 - Délai d'exécution - Pénalités et primes

5.1 - *DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX*

Le présent accord-cadre prend effet à compter de sa notification et prendra fin au terme de sa durée.

Les travaux font l'objet d'émission de bon de commande.

La date de début d'exécution ainsi que la durée d'exécution des travaux sont fixées dans chaque bon de commande. La période de préparation est comprise dans ce délai d'exécution.

5.2 - *PROLONGATION DES DELAIS*

En application du CCAG-travaux (art.18.2.3), le délai d'exécution des travaux stipulé dans chaque bon de commande peut être prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un phénomène naturel (intempéries) entraînera un arrêt de travail sur le chantier.

Ainsi, dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés.

5.3 - *PENALITES*

5.3.1 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire sera exonéré des pénalités si le montant total, par bon de commande émis, ne dépasse pas 200 €.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, il n'y a pas de pourcentage maximum du montant du bon de commande pour les pénalités appliquées au titulaire.

Considérant les durées généralement courtes des travaux commandés, il est fait dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-travaux pour le calcul des pénalités pour retard. L'entrepreneur subira, par jour de retard dans l'achèvement des travaux correspondant à chaque bon de commande, une pénalité établie sur la formule suivante :

$$P = (R \times V)/100$$

Avec

- P = montant de la pénalité en euros (arrondi à 2 décimales)
- R = nombre de jours de retard effectif
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable

5.3.2 Absences aux réunions

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion, une pénalité de 100 € sera appliquée à tout prestataire absent dûment convoqué, sauf raison de force majeure.

Sera considéré comme absent tout prestataire représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

5.3.3 Infractions aux prescriptions de chantier

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles 5.3.1 et 5.3.2 et avec lesquelles elles se cumulent.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain.

Elles seront déduites des situations mensuelles.

- Non-respect des prescriptions relatives à la signalisation générale du chantier : 150 €
- Dépôt de matériaux, terres, gravats en dehors des zones prescrites : 300 €
- Retard dans le nettoyage du chantier : 300 €
- Retard dans l'évacuation des gravats hors du chantier : 150 €
- Absence de dispositifs de nettoyage et décrottage des engins avant sortie du chantier : 150 €

A noter que l'application de ces pénalités n'enlèvent pas l'obligation de réaliser ces prestations conformément aux clauses du présent accord cadre.

5.3.4 Conformité de signalisation

Stipulations conformes à l'article 31 du C.C.A.G-travaux. En cas de non-respect, se référer au 5.3.3 du présent CCAP.

5.3.5 Pénalités pour non-respect du CCTP.

Une pénalité de 300 € HT sera appliquée pour toute inobservation des spécifications du CCTP sur la simple constatation par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain.

5.3.6 Pénalités pour non-respect de l'affichage du panneau de chantier.

Une pénalité de 100 € sera appliquée pour tout défaut d'affichage du panneau de chantier sur la simple constatation par le maître d'ouvrage des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain.

5.3.7 Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé

Par dérogation au CCAG, en cas de non-respect par une entreprise ou un de ses sous-traitants concernant la santé ou la sécurité des travailleurs et après mise en demeure du prestataire par ordre de service, une pénalité, égale à 200 € par jour de retard, sera opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur, sans préjudice du recours éventuel du maître de l'ouvrage auprès des organismes ou administrations de contrôle.

5.3.8 Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Pour les travaux faisant l'objet d'une remise de dossier des ouvrages exécutés avec plan de récolement, en absence de remise dans un délai de 1 mois après réception définitif du chantier, il sera fait application d'une pénalité de 20 €/jour ouvré en retard.

5.4 - REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux sont à la charge exclusive de l'entreprise titulaire.

Article 6 - Caractéristiques des matériaux et produits

6.1 - *PROVENANCE, QUALITE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS*

Le CCTP fixe la méthode de réalisation des aménagements dont le choix n'est pas laissé au prestataire. La provenance des matériaux, produits et composants des aménagements est à indiquer par le prestataire dans son mémoire technique.

6.2 - *VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS*

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants des aménagements à utiliser dans les travaux.

Sauf accord intervenu entre le maître d'ouvrage et le prestataire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le maître d'ouvrage.

Article 7 - Implantation des ouvrages

Pour chaque commande, une visite sera effectuée avec le maître d'ouvrage afin de déterminer l'implantation exacte des travaux à réaliser ainsi que l'état général du site avant intervention.

Article 8 - Préparation, coordination et exécution des travaux

8.1 - *PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX*

Par dérogation à l'article 28-2 du CCAG, les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande, dans le bon de commande. Ainsi, la période de préparation est comprise dans le délai d'exécution de chaque commande.

8.2 - *ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIERS*

8.2.1 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Il n'est pas prévu de coordonnateur SPS pour cet accord-cadre. Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de s'en attacher les services. Les principes suivants seront alors appliqués :

– Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur S.P.S., sont également consignées dans le registre journal.

– Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

1- Libre accès du coordonnateur S.P.S

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

2- Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- les effectifs prévisionnels affectés au chantier dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- la copie des déclarations d'accidents de travail ;

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- de son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de parfait Achèvement (G.P.A.).

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S.

Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la coordination.

8.2.2 Signalisation des chantiers

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par l'entrepreneur sous le contrôle du maître d'œuvre, du maître d'ouvrage ou de l'éventuel coordonnateur SPS. La signalisation des chantiers doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

8.2.3 Utilisation des voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge du prestataire responsable.

8.2.4 Autorisations administratives

L'entreprise fera son affaire de la délivrance des autorisations d'occupation du domaine public, des permissions de voirie nécessaires à la réalisation des ouvrages ainsi que toutes autorisations nécessaires à la réalisation du chantier.

Article 9 - Contrôle et réception des travaux

9.1 - *ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX*

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP sont à la charge de l'entrepreneur.

Si le maître d'ouvrage prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du maître de l'ouvrage si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute de l'entreprise responsable de l'ouvrage; dans le cas contraire, ces essais et contrôles sont pris en charge par l'entrepreneur.

9.2 - RECEPTION

Les travaux relatifs à chaque bon de commande feront l'objet d'une réception par le technicien du maître d'ouvrage concerné par les dits travaux. Celle-ci sera formalisée avec un procès-verbal de réception de travaux contre signé du titulaire.

Article 10 - Garanties et assurances

10.1 - DELAIS DE GARANTIE

Les garanties des ouvrages réalisés seront conformes à la législation applicable à chaque catégorie de travaux réalisés.

Par dérogation au premier alinéa de l'article 44.1 du CCAG-travaux, les aménagements dits de génie végétal, les plantations et les boutures seront garantis jusqu'à la fin de la première saison végétative.

10.2 - ASSURANCES

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le prestataire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés pendant et après l'exécution des travaux, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie et valable pour toute la durée de l'accord-cadre.

Article 11 - Résiliation de l'accord-cadre

La personne publique peut résilier l'accord-cadre selon l'article R.2191-30 du Code de la commande publique, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R.2196-8 du Code de la commande publique et selon les dispositions des articles 49,50 et 51 du CCAG-Travaux.

11.1 - RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Si la collectivité résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, sa décision doit être notifiée et la fraction de la prestation déjà accomplie est rémunérée sans abattement.

Dans ce cas de résiliation et par dérogation à l'article 50.4 du CCAG-Travaux, l'indemnisation est fixée à 3 % de la partie résiliée de l'accord-cadre.

11.2 - RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE ET EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application du CCAG-Travaux avec les précisions suivantes :

La fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois, dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (article 50.1.1 et 50.1.3. du CCAG-Travaux), les prestations sont réglées sans abattement.

Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers de l'accord-cadre, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire de l'accord-cadre résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial qui seraient nécessaires à l'exécution de cet accord-cadre par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

11.3 - RESILIATION POUR NON-RESPECT DES SPECIFICATIONS TECHNIQUES

En cas de non-respect des spécifications techniques indiquées dans le présent cahier des charges, l'accord-cadre pourra être résilié suite à une lettre recommandée avec accusé de réception de mise en demeure par le Maître d'Ouvrage, sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité. Le syndicat se réserve la possibilité de résilier en cas de non-respect des contraintes, notamment le fait que le titulaire de l'accord-cadre ne prévienne pas le syndicat ou les exploitants agricoles de ses interventions.

Cette résiliation n'empêche pas l'application des pénalités de retard prévues dans le présent cahier des charges.

Article 12 - Règlement des différends et des litiges

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent accord-cadre, la juridiction compétente est le Tribunal de Grande Instance de Dieppe sis Square Carnot, B.P. 229, 76204 DIEPPE CEDEX.

Article 13 - Clause de confidentialité

Les supports informatiques fournis par le SMBV de l'Arques et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le titulaire restent la propriété du SMBV de l'Arques.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226.13 du code pénal). Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés par le SMBV de l'Arques et utilisés par le titulaire à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent accord-cadre,

- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiés au présent accord-cadre,

- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales,

- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution de l'accord-cadre,

- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée de l'accord-cadre,

et en fin d'accord-cadre à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies,

- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent accord-cadre.

Les supports d'information qui lui seront remis devront être traités sur le territoire français métropolitain.

En cas de sous-traitance, ces dispositifs seront pleinement applicables au sous-traitant.

Le SMBV de l'Arques se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

Il est rappelé que, en cas de non respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

Le SMBV de l'Arques pourra prononcer la résiliation immédiate de l'accord-cadre, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou du non-respect des dispositions précitées.

Article 14 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article	12 du CCAG-travaux par l'article	4.5.2. du présent CCAP
Dérogation à l'article	19.2.1 du CCAG-travaux par l'article	5.3.1. du présent CCAP
Dérogation à l'article	19.2.2 du CCAG-travaux par l'article	5.3.1. du présent CCAP
Dérogation à l'article	19.2.3 du CCAG-travaux par l'article	5.3.1. du présent CCAP
Dérogation à l'article	28.2 du CCAG-travaux par l'article	8.1. du présent CCAP
Dérogation à l'article	34.1 du CCAG-travaux par l'article	8.2.3. du présent CCAP
Dérogation à l'article	44.1 du CCAG-travaux par l'article	10.1. du présent CCAP
Dérogation à l'article	50.4 du CCAG-travaux par l'article	11.1. du présent CCAP

Fait à....., le.....

L'Entreprise,
(date, cachet, signature)
« Lu et accepté »

Le

**Le Président du SMBV de l'Arques
et des bassins versants côtiers adjacents**